

3-Débat d'orientation budgétaire pour 2020

Groupe communiste – Aymeric SEASSAU

Madame le Maire, chers collègues,

Je ne sais pas si c'est notre dernier DOB à tous, en tous cas le numéro de duettistes Reneaume/Bolo nous manquera assurément. J'ai tout de même un peu de mal à suivre Marc Reneaume qui nous dit qu'on peut faire autrement, qui cite en premier point les transferts de compétences vers la métropole, tout en ne nous disant pas ce qu'il n'aurait pas fallu faire et en précisant que c'était probablement logique et dans le sens de l'histoire.

Mais là encore j'imagine que c'est dû à l'essoufflement du numéro de duettistes cité plus avant.

Les points forts et les points faibles de notre gestion municipale, nous les connaissons. Nous considérons tout d'abord que le haut niveau d'investissement que nous sommes parvenus à maintenir pendant tout le mandat est un point d'appui important.

J'avais même pensé pouvoir rassurer Marc Reneaume qui d'ailleurs était très inquiet au précédent Conseil municipal et au précédent débat budgétaire sur le niveau de nos investissements, discours qui avait quelque peu changé au cours du mandat, mais nous voilà donc en mesure de le rassurer en principe.

Les points forts, c'est évidemment l'évolution des recettes de fonctionnement lié au dynamisme de la ville. C'est notre capacité d'autofinancement de 80%, excusez du peu, des investissements. C'est notre faible endettement avec 186 millions d'euros qui représente 3,7 années. C'est le maintien d'une capacité de recours à l'emprunt et c'est effectivement les taux d'intérêts bas que nous connaissons actuellement.

Les points faibles, nous les connaissons aussi. Je ne vous étonnerai pas en accusant à nouveau une baisse des dotations de l'Etat depuis de nombreuses années avec la participation, quoique nous pensions de la dette publique nationale, des collectivités au désendettement de l'Etat et à la réduction d'une dette dont nous ne sommes pas responsables.

C'est amputer nos moyens d'action de plus de 25 millions d'euros depuis le début du mandat. C'est évidemment le coût de la contractualisation avec cette injonction à maintenir et à contenir nos dépenses de fonctionnement avec l'amende probablement reconduite à l'identique et éternellement de 500 millions d'euros qui nous est imposée puisque nous avons besoin de dépenses nouvelles avec la croissance de la ville.

Il y a la réforme fiscale en cours. La loi de finances 2020 n'est pas sans nous inquiéter puisque – ça a été longuement rappelé par Pascal Bolo – mais la suppression de la taxe d'habitation fait naître des inquiétudes assez lourdes sur la question du niveau de compensation. Nous en voulons pour preuve le versement transport qui vient dans la proposition actuelle de la loi de finance d'être amputé de moitié pour passer à 48 millions d'euros.

Nous disons évidemment que ce n'est pas dans cette direction qu'il faut aller, mais bien dans la direction de l'aide aux collectivités avec des dotations et des compensations des recettes fiscales dynamiques dont nous avons été privé pour compenser mais les cadeaux du pouvoir Macron aux plus riches.

Cette inquiétude, elle est évidemment très forte avec la croissance que connaît actuellement notre ville et si nous la partageons, alors il faut faire de la bataille pour reconquérir des recettes fiscales dynamiques et des dotations de l'Etat au bon niveau, une bataille de premier plan, c'est en tous cas ce à quoi nous allons contribuer.

La croissance de la ville nous la connaissons tous également mais je veux rappeler que nous avons accueilli 20 782 habitants supplémentaires en cinq ans. Et force est de constater que nous risquons de nous retrouver rapidement dans un effet ciseau qui va se faire de plus en plus prégnant avec des moyens d'actions réduits par la pression faite aux collectivités locales alors que le développement des besoins de la ville et de ses habitants sont croissants à peu près de manière corrélative à la croissance des habitants.

D'ailleurs nous le voyons, c'est 167 ouvertures de classes depuis le début de mandat, c'est les besoins en achats de matériel, de bus, c'est la construction de 6 000 logements par an.

Or si nous voulons une métropole des transitions, une métropole des solidarités, une ville-centre qui continue d'accueillir et qui continue d'accueillir les catégories populaires parce que c'est aussi notre rôle, alors il faut continuer de construire et d'agir fermement dans le champ du logement afin que le marché ne puisse pas s'envoler vers des coûts prohibitifs pour une partie des habitants que nous voulons loger.

Enfin, je me permets d'insister, à nouveau, sur les moyens financiers et humains nécessaires pour répondre aux défis. Nous ne nous reconnaissons pas dans la phrase du DOB qui parle de « partager les efforts d'économie sur la masse salariale et sur les autres domaines ». Je suis heureux d'entendre nos amis écologistes s'exprimer sur ce sujet, ça n'a pas toujours été le cas.

Nous le disons et nous l'avons toujours dit, il faut des agents de voirie, au centre de vidéo-protection, il faut des ATSEM dans les écoles maternelles, comme en attestent d'ailleurs les divers mouvements de grève qui appellent à réduire la précarité, à reconnaître les missions des agents. Il faut, oui, des fonctionnaires pour mettre en œuvre rapidement le plan d'action pour la vie des quartiers qui fait suite aux événements de l'été dernier.

Vous le voyez, face aux défis qui sont devant nous on ne peut pas accepter ce carcan qui impose la réduction éternelle de nos recettes et la réduction de la masse salariale comme variable d'ajustement, qui sacrifie les budgets associatifs avec des budgets constants et parfois en régression dans une ville qui continue d'accueillir et nous voulons à Nantes une ville qui continue d'être accueillante.

Merci de votre attention.